

Sauvons le service public postal dans le Val-de-Marne !

Rassemblement devant le Ministère des Finances

Mercredi 17 octobre à 14H30

Place du Bataillon du Pacifique - Métro Bercy

Depuis plus de deux ans La Poste organise la casse du service public postal dans le Val-de-Marne :

-**pas de distribution du courrier** pendant plusieurs jours voire plusieurs semaines dans les boîtes aux lettres ; **fermetures inopinées** de bureaux de Poste.

-**réduction des horaires d'ouverture au public** de 14 bureaux de Poste dans le département en 2016.

-**fermeture définitive** de quatre bureaux de Poste à Charenton, Le Perreux, Fontenay et Noisieu en 2017

-**suppression de 72 tournées de distribution du courrier** (et donc de 72 emplois de facteurs) depuis mai 2017, dans 33 communes du Val-de-Marne.

-**substitution des emplois stables et formés par des emplois précaires** (intérim et CDD) et maltraitance du personnel.

Cette politique se poursuit en 2018 :

-réorganisation progressive de la distribution du courrier dans le Val-de-Marne à partir de 2018 pour faire distribuer une partie du courrier l'après-midi au lieu du matin.

-réduction drastique des horaires d'ouverture de bureaux de Poste : moins une heure par jour depuis mai 2018 à Champigny Coeuilly, moins 20 % à Maisons Alfort les Planètes et moins 27 % à St Maur la Pie à partir de septembre 2018.

-annonce de la fermeture définitive des bureaux de Poste de Boissy l'Orangerie et de Cachan la Plaine d'ici la fin 2018, menace de fermeture de La Varenne Champignol en début 2019.

Si le projet de La Poste depuis 2016 est de fermer au moins 28 bureaux dans le Val-de-Marne, force est de constater qu'il a en partie été mis en échec par l'action des usagers, des élus et des postiers, comme au bureau de Villejuif les Lozait. Mais toutes les communes du département sont menacées.

En 2017 un rassemblement à Bercy à l'initiative de Christian Favier, Président du Conseil Départemental du Val-de-Marne, avait contraint le précédent gouvernement à ralentir le programme de fermetures de bureaux dans le département.

De nombreuses actions locales (voeux de conseils municipaux, signatures de pétitions, rassemblements devant les bureaux de Poste) ont eu lieu depuis deux ans : à Boissy, Cachan, Fontenay, Ablon, Saint Maur, Champigny, au Perreux et récemment à Chevilly, Joinville, Maisons Alfort, souvent en présence d'élus municipaux et départementaux.

Il faut poursuivre, renforcer et amplifier cette mobilisation

La Convergence des Services Publics 94 (réseau citoyen qui rassemble usagers, postiers, élus, organisations politiques et syndicales) appelle, avec le Conseil Départemental présidé par Christian Favier et avec de nombreuses municipalités, à se rassembler devant le ministère des Finances le mercredi 17 octobre 2018 à 14h30.

Pourquoi s'adresser au ministère des Finances le 17 octobre ?

- Parce que c'est l'Etat qui est propriétaire de La Poste.
- Parce que La Poste réalise des bénéfices depuis plusieurs années, qu'elle reverse en partie à l'Etat.
- Parce que l'Etat verse à La Poste des centaines de millions d'euros chaque année au titre du CICE.

Le 17 octobre, nous nous rassemblerons pour obtenir :

- la distribution du courrier tous les jours du lundi au samedi**
- la réduction de l'attente aux guichets**
- le maintien et la création de bureaux de Poste de proximité et de plein exercice**
- des embauches de personnels titulaires pour le maintien et le développement du service public postal**

Exigeons de l'Etat qu'il prenne ses responsabilités !

Rassemblement
Mercredi 17 octobre à 14H30
devant le ministère des Finances
Place du bataillon du Pacifique - Métro Bercy